G en Yvelines

N°128
Mercredi 9 mai 2018
lagazette-yvelines.fr

# La Gazette en Yvelines

Hebdomadaire gratuit d'informations locales

**La communauté urbaine abandonne le réseau de covoiturage de 12 stations autour des Mureaux. Elle souhaite relancer un projet mais les modalités n'en sont pas définies.**

## GPSEO Covoit'ici, c'est fini




Dossier - P.2

Actualités p.6

DAMMARTIN-EN-SERVE



**Le grand ras-le-bol des dames de cantine**

Actualités p.4

LES MUREAUX




**LE RER E permettra-t-il une nouvelle mixité sociale aux Mureaux ?**



Actualités p.7

MANTES-LA-JOLIE

**Le grand Monopoly à venir des foyers mantais**



Actualités p.8

VALLEE DE SEINE

**Sport collectif en salle : un business rentable ?**



Sports p.12

SPORT INSOLITE

**Obéissance canine : « une relation de couple»**

P. 7 VALLEE DE SEINE « Mer de déchets » : pas de World cleanup day en juin

P. 8 MAGNANVILLE L'expérience de sécurité publique-privée stoppée

P. 9 YVELINES Enedis vient séduire ses futurs apprentis

P. 9 VALLEE DE SEINE Laïcité : un des arbres ne sera jamais replanté

P. 10 CONFLANS-SAINTE-HONORINE Le voleur oublie sa carte d'identité

P. 11 CARRIERES-SOUS-POISSY Le chantier de la mosquée cambriolé

P. 14 POISSY Des beakdancers dansent sur Mozart

Les Halles d'Achères
Fruits & légumes frais
Produits laitiers & surgelés

le RENDEZ-VOUS des ACHEROIS
des offres promotionnelles tous les jours

Horaires : du lundi au samedi : 8h30 - 21h • dimanche matin : 8h30 - 12h30 rue du 8 Mai 1945 • 78260 Achères

# VALLEE DE SEINE GPSEO : Covoit'ici, c'est fini

**La communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ne prolongera pas l'expérimentation poursuivie depuis un an et demi au travers du réseau de court-covoiturage du quotidien, qui compte 12 stations autour des Mureaux. Un autre projet de covoiturage est en cours de réflexion.**




ARCHIVES / LA GAZETTE ENYVELINES

**« Des milliers de kilomètres de covoiturage ont été faits par des gens qui ne se seraient pas déplacés, ou dans de mauvaises conditions », note le cofondateur d'Ecov, créatrice de Covoit'ici.**

L'expérimentation du réseau de covoiturage Covoit'ici, 17 stations dont 12 dans les Yvelines, ne sera pas reconduite en novembre par la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO). Ses élus la jugent en effet peu concluante, compte tenu du très faible nombre de trajets effectués et de l'investissement nécessaire pour continuer. Ils privilégient un autre covoiturage encore à définir. Chez les autres partenaires, si le conseil départemental du Val d'Oise n'a pu indiquer ses intentions avant publication, le Parc naturel régional du Vexin (PNRV) français ne cache pas sa déception.

Chez Ecov, qui déploie et gère le réseau de covoiturage à travers le consortium Covoit'ici, toutes les planètes étaient pourtant alignées en ce printemps 2018. Cette jeune pousse de l'économie sociale et solidaire, créée en 2014, est largement citée dans la presse nationale lorsque le covoiturage de courte distance est évoqué. Des partenariats sont discutés avec de très importantes collectivités locales. Enfin, jusque-là financée par deux fonds d'investissement (dont l'un appartient à Renault, Ndlr), elle décroche 1,2 millions d'euros de l'Etat apportés à son capital par la Caisse des dépôts.

Tout avait commencé lorsque GPSEO était encore divisée en six : la communauté d'agglomération Seine et Vexin, autour des Mureaux, présidée par son maire François Garay (DVG), passionné par les transports, décide d'expérimenter. « *Peut-être que demain, la voiture que vous allez prendre ne sera plus seulement à vous,* expliquait-il encore la semaine dernière lors d'une réuinon publique dédiée au pôle gare (à lire en p. 4, Ndlr). *Vous allez la prendre, la déposer, et aller dans un autre endroit avec une autre.* »

Et Covoit'ici, de la bouche d'un des deux cofondateurs Thomas Matagne, n'est pas qu'un premier réseau expérimental : « *C'est une expérience pionnière en France, et en Europe à notre connaissance, sur le fait que le covoiturage devienne un élément de service public, avec des infrastructures et un service complet porté par les collectivités.* » Lancé début 2016, il réunit aujourd'hui environ 3 500 usagers inscrits.

« *Ce qui est sûr, c'est qu'on en sort : c'est un fiasco, il y a des stations où on a quelques montées par an !* » Vice-président chargé des transports à GPSEO, le nouveau maire de Rosny-sur-Seine, Pierre-Yves Dumoulin (LR), ne mâche pas ses mots : « *Aujourd'hui, le bilan de ce truc est que ça ne marche pas. Les dernières stations qu'on a déployées n'ont pas montré d'engouement.* » Bientôt sorti du consortium, GPSEO a choisi de ne pas créer les trois dernières stations prévues au contrat de cet essai pour lequel les partenaires, des collectivités à l'Etat, ont investi un million d'euros.

## « C'est un fiasco »

« *L'expérimentation court jusqu'en novembre* », signale Thomas Matagne. « *Depuis toujours, c'est compliqué*, poursuit-il cependant des relations entre Ecov et la communauté urbaine. *Ca a conduit à des impacts sur la réalisation de l'expérimentation, par exemple, aujourd'hui, l'équilibre économique projeté n'est pas assuré, le déploiement partiel induit des coûts pour nous, alors qu'inversement, certains partenaires sont très engagés comme le parc naturel et le Département [du Val d'Oise].* »

Il rappelle par ailleurs que « *la Région Île-de-France (qui n'a pu commenter avant publication, Ndlr) et l'Etat soutiennent GPSEO pour plus de 50 % du financement du projet* » et donc le déploiement des stations. S'il reconnaît que « *le résultat global n'est pas encore à la hauteur de l'usage qu'on visait* », il estime cependant que l'expérience « *est très loin d'être négative* ».

D'abord parce que « *des milliers de kilomètres de covoiturage ont été faits par des gens qui ne se seraient pas déplacés, ou dans de mauvaises conditions* ». Ensuite car « *plus d'une dizaine d'études ont été menées* » par deux salariés-thésards « *sur des aspects comportementaux, de perception du service, d'ergonomie* », entre autres (voir encadré).

Alors, « *l'usage moyen sur le réseau est insuffisant* » avec certaines stations « *très peu utilisées* », mais il rappelle que « *c'est le principe de l'innovation d'avoir des réussites et des échecs* ». Selon lui, « *on a appris énormément, on a énormément de perspectives d'évolution, d'amélioration et de changements dans le service qui permettent de penser que cette expérience est extrêmement constructive* ».

A cheval sur le Val d'Oise (trois stations, Ndlr) et les Yvelines (quatre stations, Ndlr), le Parc naturel du Vexin français ne cache pas sa déception. « *C'est une décision attendue mais nous sommes désappointés, c'est un abandon qui nous semble prématuré dans la mesure où nous sommes dans une expérimentation,* déplore ainsi son président Marc Giroud (DVD). *C'est pour nous une sorte de rupture extrêmement pénalisante, le Vexin français fonctionne avec ces deux grandes agglomérations, GPSEO et Cergy.* »

## « L'expérimentation court jusqu'en novembre »

Il se dit aujourd'hui « *très préoccupé par les habitants des parties rurales du Vexin de GPSEO, qui de ce fait vont perdre une des rares possibilités de se déplacer dans un mode qui, maintenant, est inscrit dans les logiques de transport collectif* ». Marc Giroud prévient d'ailleurs que « *les habitants des Yvelines et au-delà vont en pâtir* » compte tenu du fait que « *s'il n'y a pas de réseau, on ne peut jouer tous seuls* ». Alors, pour ce maire rural, « *ça ne permettra pas à toutes les parties du territoire de fonctionner* ».

Par ailleurs, à la logique d'Ecov pour qui « *le côté concret est important* » avec un maillage de stations (aujourd'hui doublées d'une application mobile, Ndlr), une autre se développe exclusivement par des applications. Ces dernières, mises en avant et subventionnées par le conseil régional d'Île-de-France, particulièrement pendant les grèves, mais ont montré une efficacité limitée par manque de chauffeurs, conclut *Le Parisien* dans un récent article titré « *Grève : le flop du covoiturage en Île-de-France* ».

Dans la partie centrale des Yvelines se développe un autre réseau, Pouces d'Yvelines, qui met en place un auto-stop rural, avec 20 communes et plus de 500 inscrits à ce jour. « *Le covoiturage aujourd'hui, c'est partir du principe qu'on peut ne pas être pris dans les cinq minutes, mais avec plus de confiance et de solidarité, ce temps d'attente se réduira,* analyse Yvann Lombart, son chargé de communication. *Il y a une organisation et une confiance qui se créent progressivement, comme le bus qu'on prend le matin.* »

Début avril, lorsque Pierre-Yves Dumoulin annonce l'abandon probable de Covoit'ici au conseil communautaire, une seule voix s'élève, et ce n'est pas celle de François Garay. « *Plutôt que parler d'un échec sur le territoire de Covoit'ici, il faut se demander comment mettre les outils en place* », enjoint l'élue d'opposition et maire d'Evecquemont, Ghislaine Senée (EELV). Du futur système qui remplacera éventuellement le réseau d'Ecov, elle souhaite « *impliquer la population pour leur demander les endroits les plus évidents afin d'y faire du covoiturage* ».

Chez Pouces d'Yvelines, Yvann Lombart se demande si « *Covoit'ici n'est pas avant-gardiste, et comme tout avant-gardiste, il en paie un peu les conséquences* ». Thomas Matagne envisage d'ailleurs un essor futur du court-covoiturage similaire à celui de l'usage du vélo. Pourtant, « *ce projet, quand on l'a créé il y a plus de trois ans avec les différents partenaires, on disait que le covoiturage allait devenir un élément de politique publique de mobilité, personnne n'en parlait ou s'intéressait au sujet...* »

## « C'est le principe de l'innovation »

Chez GPSEO, où les élus de l'exécutif ont « *du mal à boucler le budget* », il est envisagé de faire des stations de covoiturage des stations « *ouvertes* » afin de « *ne pas perdre totalement l'investissement public qui a été fait* », indique Pierre-Yves Dumoulin. L'intégration à Pouces d'Yvelines, un temps envisagée, est d'ailleurs elle aussi à l'arrêt : « *Tous ces projets-là sont suspendus en attendant qu'ils soient arbitrés [financièrement].* »

Seule certitude à la communauté urbaine : hors de question de « *mettre de l'argent et que ce soit un échec, comme Covoit'ici, dans quelques années* », précise de l'avenir le vice-président aux transports. « *On s'est déjà largement battus pour continuer cette collaboration, on ne va pas continuer à se battre éternellement* », remarque avec un peu de lassitude Thomas Matagne, sans fermer la porte : « *On reste disponible si GPSEO veut recommencer à travailler avec nous.* »

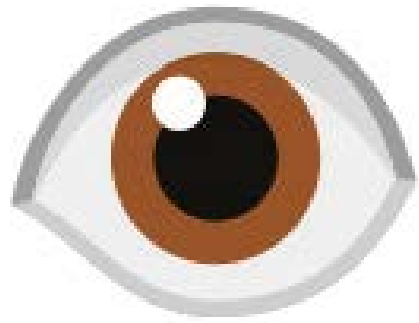
## Covoiturage : de premiers enseignements tirés de Covoit'ici

L'entreprise Ecov, créatrice du réseau Covoit'ici, ne compte pas deux thésards pour rien parmi ses salariés. Le consortium Covoit'ici, en partenariat avec l'école des Ponts, a d'ailleurs déjà produit une dizaine d'études scientifiques grâce aux données récoltées. *« On a montré, par exemple, qu'il n'y avait pas d'élasticité de la participation des conducteurs au prix (payé par le passager, Ndlr) : la participation est très orientée sur la solidarité, le partage de frais vient dans un second temps »*, révèle ainsi son cofondateur, Thomas Matagne.

Ecov aurait également *« montré qu'on arrivait à avoir sur certaines stations un temps d'attente moyen inférieur à dix minutes (Ecov vise deux minutes à terme, Ndlr). »*. Celui-ci est *« comparable à un service public de qualité »*, même s'il souffre cependant encore de *« problèmes de variabilité sous ce temps d'attente moyen »*.

La participation des conducteurs est plus élevée en milieu rural qu'urbain, avec pour résultat *« un service meilleur même si le nombre de voitures est plus faible »*, poursuit Thomas Matagne. Cela aurait dévoilé des besoins de confiance et de sécurité de la part des conducteurs, il évoque ainsi la gare des Mureaux où *« les conducteurs s'arrêtent beaucoup moins »*.

Car l'emplacement des stations est crucial. *« Une des choses qu'on a complètement sous-estimées est le besoin d'adapter la voirie avec un peu de génie civil pour faire des arrêts corrects, comme pour un arrêt de bus, rapporte le cofondateur d'Ecov. On a montré par des études que le côté pratique au sens général était important. »* Théoriquement toutes installées fin 2016, les bornes devaient d'ailleurs pouvoir être déplacées ou adaptées, mais *« comme on n'a pas installé toutes les stations »*, le consortium Covoit'ici n'a pu passer à cette seconde étape, regrette-t-il.

# Gardez toujours un  sur le bus.

**Téléchargez l'application Transdev Île-de-France qui vous dit tout sur le réseau, en temps réel.**

DISPONIBLE SUR Google Play

Download on the App Store

îledeFrance mobilités

transdev
INVENTONS VOTRE MOBILITÉ

Transdev, SA au capital de 173 777 240€. Siège social : 3, allée de Grenelle - CS20098 - 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex.
RCS Nanterre 542 104 377.

# LES MUREAUX Le RER E permettra-t-il une nouvelle mixité sociale aux Mureaux ?

**La municipalité compte sur l'aménagement du quartier de la gare pour tenter d'enfin gagner le pari de la mixité sociale, a-t-elle indiqué à une réunion publique de concertation.**



LA GAZETTE EN YVELINES

**En 2006, l'un des plus importants PRU en France avait été mis en œuvre aux Mureaux. Il a coûté 409 millions d'euros à l'État.**

« *On n'a pas le droit de se louper, c'est un projet sur 30, 40 ans* », prévient le maire des Mureaux d'un air grave. François Garay (DVG) ne cache pas que le projet qu'il présente en réunion publique, ce soir du mercredi 2 mai, revêt une importance particulière pour l'avenir de sa commune. Ce projet, c'est le projet pôle gare, qui associe commune, communauté urbaine, Département, Région et SNCF.

Il doit permettre de réaménager complètement le quartier de la gare jusqu'au centre-ville, en parallèle de l'arrivée d'Eole : le prolongement de la ligne E du RER jusqu'à Mantes-la-Jolie pour 2024. Avec une connexion à la Défense qui n'existait pas jusqu'alors, la municipalité espère enfin gagner le pari de la mixité sociale aux Mureaux, ville de 32 000 habitants avec 46 % de logements sociaux et un taux de chômage de 20 % pour ses habitants.

Interrogé ce mois-ci par *France Culture* dans le cadre d'une émission évoquant les projets touristiques de la ville, François Garay s'est montré lucide sur l'image que véhicule sa commune. « *Depuis 2011, on a bien changé les quartiers mais cette mauvaise image nous colle à la peau* », estime-t-il. Lors de la réunion publique de mercredi, beaucoup de pistes ont été évoquées pour réaménager le quartier (voir encadré, Ndlr).

Devant la cinquantaine de présents, Bernard Durupt (DVG), premier adjoint à la vie associative, formule un constat d'échec de la première phase de rénovation urbaine (troisième plus importante en France, terminée en 2016, Ndlr).« *Là où on a eu énormément de mal, c'est sur l'objectif de mixité sociale qu'on s'était fixé au départ de la rénovation urbaine qui n'a pas été atteint* », reconnaît-il.

« *La mixité sociale, ça fait 40 ans qu'on la cherche et qu'on n'arrive pas à la mettre en place* », poursuit Bernard Durupt. Désormais, les espoirs de la municipalité se concentrent sur la venue du RER E. L'adjoint muriautin espère renforcer « *une notion d'attractivité de par la facilité d'accès à la Défense et Paris* », avec à terme l'espoir de « *modifier l'image de la ville, notamment du côté Nord de la gare* ».

Comptant sur l'emménagement d'habitants plus qualifiés, plus argentés, il espère l'amélioration de « *son attractivité* », avec pour conséquence « *une résonance au niveau de la mixité sociale* ». Pour l'y aider, en sus de l'arrivée du RER E, la commune a été récemment sélectionnée pour faire partie du dispositif « *Action coeur de ville* ». Lancé par l'État, il prévoit, pour 222 communes, un budget de cinq milliards d'euros pour redynamiser leurs centres-villes.

A partir de l'an prochain, si les crédits très attendus sont bien alloués, le Nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU) doit aussi permettre de terminer les rénovations. Lors du premier plan de rénovation urbaine, sept quartiers des Mureaux comme les Musiciens, Bécheville, ou la Vigne blanche, soit au total 15 000 habitants étaient concernés. A l'époque, il faisait partie des plus importants mis en œuvre en France, avec un coût total de 409 millions d'euros.

Là encore, la mixité sociale était visée : du millier de logements détruits en 2010, seulement 520 ont été reconstruits. Les 600 autres ont été répartis ailleurs dans la ville et dans le département. Près de 3 000 logements, prévus pour permettre à ces habitants de devenir propriétaires, ont été créés, mais « *les gens n'ont pas pu acheter à cause de la crise* », analyse le maire à la réunion publique.

Habitante présente à la réunion, Fatima Cuny ne semble pas cependant pas convaincue par le discours des élus. « *Ce n'est pas la nouvelle gare qui va apporter cette mixité* », estime cette habitante des Mureaux depuis une quarantaine d'années et colistière de l'opposant écologiste Mounir Satouri lors des dernières élections municipales.

« *Il y a beaucoup de travail à faire en amont, notamment sur une vraie offre éducative,* avance-t-elle plutôt. *Il faut sortir de cette ghettoïsation qui fait que beaucoup d'amis à moi, par exemple, mettent leur enfants dans le privé, et les anciens dans les cités souffrent de ne pas voir de nouvelles populations dans leurs écoles.* »

De son côté, François Garay explique croire « *davantage à la mixité sociale par la rénovation de bâtiments publics que par l'accès à la propriété immobilière* ». Selon lui, la création d'équipements de prestige et la bonne tenue de ceux déjà existants, seraient plus attractifs pour la venue de nouveaux habitants que l'espoir de devenir propriétaire de son logement à un tarif accessible.

La municipalité assure cependant ne pas négliger pour autant l'attrait de la propriété. « *Le coût de l'immobilier n'est vraiment pas excessif aux Mureaux,* remarque ainsi, prix à l'appui, le premier adjoint Bernard Durupt. *Avec 250 000 ou 300 000 euros, on peut devenir propriétaire à dix minutes de la gare, et proche de la Défense avec l'arrivée d'Eole.* »

## Quels projets pour le quartier de la gare ?

Lors de la réunion publique concernant le pôle gare et centre-ville des Mureaux, plusieurs pistes concernant l'avenir de ce quartier ont été évoquées. Avec l'arrivée du projet Eole qui prévoit l'extension à l'Ouest de la ligne E du RER de Mantes-la-Jolie depuis le Nord de Paris.

Le côté nord de la gare devrait subir d'importants travaux avec l'aménagement de nouveaux guichets et une nouvelle façade. La mairie envisage de rendre la gare totalement passante en rendant l'accès nord et sud plus simple, si la SNCF l'accepte. L'objectif est de pouvoir passer d'un côté à l'autre de la gare en la traversant.

Il a aussi été question de développer le centre-ville vers l'axe principal des Mureaux, la RD 43. « *Pourquoi ne pas relier le parking de la place du marché directement à cette route en détruisant l'agence immobilière Foncia ?* », s'est interrogé François Garay (DVG), le maire des Mureaux. Ce marché pourrait également se scinder, et une partie pourrait revenir sur la place de la Libération, face à la mairie.

Selon les élus, l'offre commerciale devrait également être renforcée pour satisfaire au mieux l'afflux de population lié aux nouvelles gares desservies. « *Le magasin Franprix, par exemple, pourrait être totalement rapproché de la gare, pour que les gens puissent faire leurs courses avant de rentrer chez eux ou dans le train* », a évoqué Bernard Durupt (DVG), le premier adjoint.

## En bref

### VALLEE DE SEINE
### Les marchés se mettent en fête

**Du 11 au 27 mai, différentes animations se tiendront dans plusieurs marchés afin de défendre le marché « comme modèle de circuit de distribution court ».**


ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

**L'association J'aime mon marché vante également « la proximité des commerçants, la qualité de l'offre et la mixité sociale ».**

Du 11 au 27 mai prochains se tiendra la quatrième édition de la Fête internationale des marchés, organisée par l'association J'aime mon marché, regroupant plusieurs gestionnaires de marché.

Cette dernière vise à « *promouvoir le marché comme modèle de circuit de distribution court, moderne et de qualité, où la proximité des commerçants, la qualité de l'offre et la mixité sociale en font des lieux uniques d'animation des cœurs de ville* », explique-t-elle dans un communiqué. Plus de 1 000 marchés français participent à cette nouvelle édition.

Plusieurs animations se tiendront ainsi dans plusieurs marchés de la vallée de Seine et du Pays Houdanais. A Verneuil-sur-Seine, sur le marché de la place Mendès France, les consommateurs sont invités à participer à une « *chasse aux intrus* » pour gagner des paniers garnis mis en jeu par les marchands.

A Houdan, Conflans-Sainte-Honorine et Achères, des dégustations, promotions et mises en avant de produits locaux seront organisées. A Mantes-la-Ville, il sera possible dimanche 27 mai de gagner des bons d'achats. Plus d'informations sont disponibles sur le site internet de l'association jaimemonmarche.com.

## En bref

### AUBERGENVILLE Les métiers changent, les cursus s'adaptent

**En prenant l'exemple de l'électricité, le directeur du groupe des écoles des éco-activités montre l'importance de la polyvalence.**


ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

**Proposant au départ titre certifié pour être technicien réseaux, le campus propose désormais un cursus pour devenir monteur installateur réseaux avec les besoins croissants pour le déploiement de la fibre.**

A son lancement en 2014, ils n'étaient qu'une douzaine à suivre l'un des cursus proposés par le campus de l'Itedec dans le domaine de la connectivité et des réseaux très haut débit. Aujourd'hui, ils sont « *une cinquantaine* » se félicite Laurent Plas, directeur du groupe des écoles des éco-activités (auquel appartient le site aubergenvillois, Ndlr).

Proposant au départ titre certifié pour être technicien réseaux, le campus propose désormais un cursus pour devenir monteur installateur réseaux avec les besoins croissants pour le déploiement de la fibre. « *Nous proposons des formations qui proposent des débouchés dont les entreprises ont besoin actuellement,* insiste Laurent Plas. *Il y a une formation de base avec ensuite les spécificités de chaque métier.* » Une centaine de jeunes suivent le cursus électricité.

Le directeur insiste également sur la polyvalence des formations : « *Quand on est électricien, plusieurs métiers s'offrent à vous. Aujourd'hui il y a la fibre optique, mais aussi la domotique, les maisons connectées, le numérique* », énumère-t-il.

## En bref

### TRIEL-SUR-SEINE Un appel à loger des familles allemandes

**Dans le cadre du 50e anniversaire de son jumelage, la Ville accueille une délégation allemande les 15 et 16 septembre prochains.**

Dans le cadre du 50e anniversaire du jumelage entre Triel-sur-Seine et Seligenstadt, en Allemagne, la Ville accueillera une délégation le week-end des 15 et 16 septembre prochains. Pour pouvoir loger cette délégation, un appel à la solidarité a été lancé sur le site de la mairie trielloise *« pour héberger nos amis allemands pendant quelques jours à cette période »*, détaille la municipalité.

#### « Ce qui compte, ce sont les affinités »

Une seule obligation pour les Triellois désirant participer, *« offrir le gîte et le couvert et participer aux différentes animations organisées par la Ville »* ce week-end là. La majorité des activités auront lieu à Triel-sur-Seine.

*« La langue ne doit pas être un handicap,* détaille Nicole Jusserand, présidente de l'Amitié européenne de Triel, qui co-organise l'évènement, sur le site de la Ville. *Nous nous arrangerons pour héberger des personnes francophones chez ceux qui ne maîtrisent pas l'allemand. (...) Ce qui compte beaucoup plus, ce sont les affinités que l'on peut avoir. »* Les personnes intéressées peuvent se faire connaître au 06 07 04 41 57 ou à aet.triel@gmail.com

## En image



LA GAZETTE EN YVELINES

### GUERVILLE Un « troc de plantes » pour sensibiliser au jardinage bio

Pour la troisième année, un *« troc de plantes »* a été organisé à Guerville ce samedi. Cette fois, le soleil était au rendez-vous. L'objectif affiché par la mairie est de *« sensibiliser au jardinage bio »*. A partir du 1er janvier prochain, l'utilisation de pesticides sera interdite chez les particuliers. Il *« faudra alors s'habituer à voir des mauvaises herbes. C'est une nouvelle vision du paysage »*, explique la maire Evelyne Placet (SE). Pour l'occasion, un sac de compost était offert à chaque foyer participant au troc.

## En bref

### YVELINES Vacances d'été : le Secours populaire recherche des familles

**Les enfants accueillis sont âgés de six à 12 ans, durant deux à trois semaines.**

En janvier dernier, le Secours populaire yvelinois lançait un appel aux familles yvelinoises souhaitant accueillir un enfant pendant les vacances scolaires, rappelant dans un communiqué *« qu'un enfant sur trois ne part pas en vacances »*. Il a réitéré cet appel en fin de semaine dernière, appelant les familles qui le souhaitent à devenir des *« familles de vacances »*.

L'association poursuit : *« Les vacances sont un droit fondamental et ces séjours en « familles de vacances » permettent de sortir de son quotidien, de découvrir un autre mode de vie, de se faire de nouveaux copains, et de vivre des moments de bonheur inoubliables. »*

#### Un enfant sur trois ne part pas

Cette famille *« avec un ou plusieurs enfants »* pourra emmener un enfant, âgé de six à 12 ans durant deux ou trois semaines pendant les vacances estivales. *« Vous pouvez accueillir sur votre lieu de vacances des enfants des Yvelines, (…), des enfants venant de province »*, poursuit l'association dans un communiqué de presse.

Les personnes intéressées par ce dispositif peuvent contacter le 01 30 50 69 54 ou se faire connaître à aline.grillon@spf78.org.



## DAMMARTIN-EN-SERVE

# Le grand ras-le-bol des dames de cantine

**Durant deux jours, les dames de cantine se sont mises en grève pour protester contre les réflexions de certains parents, qui mettraient en cause leur travail.**

C'est une première pour ce village de 1 100 habitants du Pays houdanais, mais la situation ne devrait pas se reproduire. Lundi 30 avril et jeudi 3 mai, le personnel de cantine s'est mis en grève pour dénoncer le comportement de certains parents, qui dévaloriseraient leur autorité. Si les parents croisés jeudi dernier semblent en majorité soutenir le personnel, ils regrettent toutefois un manque de communication sur les raisons précises du mouvement.

11 h 15, devant l'école Georges Bruhat, où 215 enfants sont scolarisés. « *Ses deux parents travaillent, alors ils m'ont réquisitionné* », sourit ce grand-père, dont la petite-fille mange habituellement à la cantine. Un peu plus loin, un jeune père de famille, dont l'aînée est scolarisée en CP, complète : « *Je ne travaillais pas aujourd'hui, alors ça allait. Je récupère la fille d'un couple d'amis, on s'auto-débrouille.* »

S'il ne connaît pas les raisons précises de la grève, il évoque un « *long litige* » entre certains parents et le Syndicat intercommunal de gestion de l'ensemble des installations scolaires (Sigeis, qui regroupe les communes de Dammartin-en-Serve, Flins-Neuve-Eglise et Montchauvet, Ndlr). Ce conflit porte sur le traitement du bruit à la cantine, et les sanctions prises à l'encontre des quelques élèves perturbateurs.



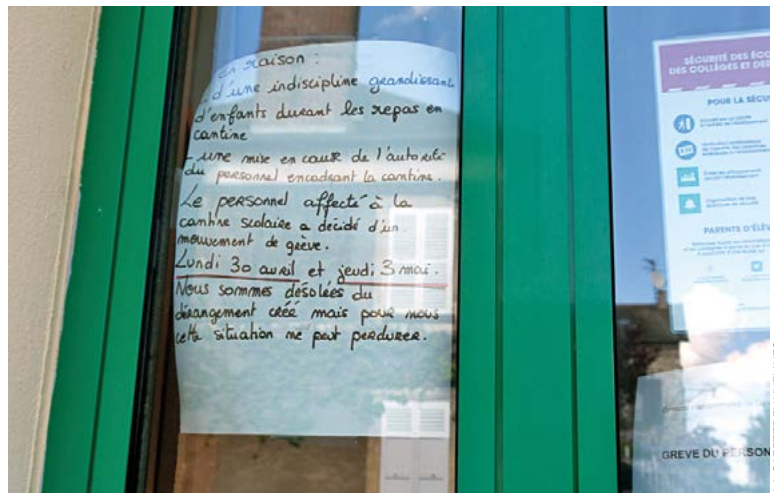
LA GAZETTE EN YVELINES

**11 h 15, devant l'école Georges Bruhat, 215 enfants. « Ses deux parents travaillent, alors ils m'ont réquisitionné », sourit ce grand-père, dont la petite-fille mange habituellement à la cantine.**

« *Je crois qu'il y a un système de clochettes pour que les dames de cantine puissent se faire entendre quand il y a trop de bruit,* poursuit le père de famille croisé jeudi. *Mais cela ne plaît pas à certains parents, qui désapprouvent ce système lors des réunions. Mais ces parents n'ont rien proposé d'autre.* »

Malgré plusieurs mots affichés sur les portes de l'école par le personnel, dénonçant « *une indiscipline grandissante d'enfants* » et « *une mise en cause de l'autorité du personnel encadrant la cantine* », plusieurs parents restent perplexes ce jeudi 3 mai. « *On ne sait pas vraiment ce qu'il se passe, il aurait fallu un peu plus de communication,* pointe un autre père de famille. *En tout les cas, je les soutiens.* »

Deux jeunes filles de CM2 confirment : « *C'est vrai qu'il y a beaucoup de bruit à la cantine, parfois on ne s'entend pas parler. Et quand les dames de cantine sonnent la cloche, certains parlent encore plus fort pour se faire entendre.* » Pour autant, une mère de famille, représentante des parents d'élèves, tient à préciser : « *Le problème, ce ne sont pas les enfants, mais plutôt les parents de certains avec qui le dialogue est rompu.* »




LA GAZETTE EN YVELINES

**Plusieurs mots affichés sur les portes de l'école dénoncent « une indiscipline grandissante d'enfants » et « une mise en cause de l'autorité du personnel encadrant la cantine ».**

Le sujet est toutefois « *récurrent à chaque conseil d'école* », souligne Reine Gillardeau, élue dammartinoise et présidente du Sigeis. « *Il y a environ 140 enfants qui mangent à la cantine en deux services,* précise-t-elle du fonctionnement de la cantine dammartinoise. *Forcément, il y a du bruit mais c'est normal.* » L'élue confirme la mise en place du système de clochettes : « *On leur demande de faire des temps calmes pour l'annonce des menus, l'explication de cantine ou alors les anniversaires.* »

Quand le bruit devient insupportable, « *on fait manger l'enfant ailleurs et c'est ce que certains parents n'acceptent pas* », poursuit Reine Gillardeau. La situation serait devenue particulièrement tendue ces dernières semaines. « *Je sentais que ça commençait à ne pas aller,* détaille Reine Gillardeau. *Et puis, certains parents ont commencé à parler de maltraitance, c'est ce qui les a choquées, et moi aussi.* »

Le préavis de grève a été déposé le 13 avril dernier, jour des vacances scolaires (*La Gazette* n'a pas pu contacter les grévistes avant parution de l'article, Ndlr). « *C'était leur droit et je l'ai accepté,* souligne l'élue. *Punir ou gronder un enfant c'est de l'éducation, pas de la maltraitance. J'ai déjà entendu des parents dire « tu ne lui obéis pas, elle n'est pas enseignante. » »*

La situation ne devrait pas se reproduire : « *L'idée, c'était de montrer un ras-le-bol* », poursuit Reine Gillardeau. Une nouvelle réunion devrait avoir lieu dans les prochaines semaines entre les parents d'élèves élus et le personnel communal « *pour tenter de trouver des solutions et essayer de recoller les morceaux* », espère l'élue.

## Indiscrets

Les parents d'élèves de Conflans-Sainte-Honorine ont décidé de prendre les choses en main eux-mêmes pour communiquer aux habitants les subtilités de la nouvelle sectorisation des collégiens conflanais. Suite à une délibération du conseil départemental des Yvelines, l'affectation des collégiens des établissements Bois d'Aulne, Hautes rayes et Montaigne, a été modifiée et sera applicable à la prochaine rentrée des classes.

Alors, la fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) de Conflans-Sainte-Honorine a décider de simplifier l'information en transposant les affectations de chaque adresse sur une carte extrêmement précise et détaillée. Ils sont par ailleurs en communication étroite avec le Département, qui a modifié certaines erreurs suite au signalement de la PEEP.

Les parents d'élèves suggèrent aussi une adaptation du réseau de bus à la nouvelle sectorisation. *« Nous avons aussi évoqué les difficultés des lignes desservant le collège du Bois d'aulne : la ligne 11 trop souvent bondée, la ligne 17 qui ne fait pas de service le mercredi midi »*, ajoutent-ils à leurs demandes, qu'ils ont transmis à la municipalité conflanaise.

---

Ce maire a été footballeur au FC Metz, mais ne regarde jamais de sport à la télévision. Christophe Delrieu (DVD), l'édile carriérois, lors de la soirée organisée par l'association politique du maire de Poissy, Génération terrain, le 25 avril, a ainsi confié à *La Gazette* avoir joué à un bon niveau dans le club lorrain, comme milieu défensif et comme latéral gauche... mais il a aussi précisé ne jamais regarder de sport à la télévision. Il est ainsi l'un des élus ayant été présents toute au long du dîner du 25 avril , alors que nombre d'élus se sont éclipsés, le moment venu du coup d'envoi de la demi-finale de la Ligue des champions.

Le 17 avril, il était loin de la commune dont il est maire, mais n'en a pas pour autant oublié d'adresser un cadeau à l'ex-président de la République François Hollande, en dédicace au centre-ville ce jour-là. L'édile de Poissy, Karl Olive (DVD), lui a ainsi fait amener à la librairie une bouteille de Noyau de Poissy, à base d'amandons de noyaux d'abricots.

---

Le télétravail permet-il d'éviter une partie des désagréments liés à la grève perlée qui touche la SNCF ? Depuis le lancement du mouvement il y a un mois, la municipalité mantaise a mis à disposition des habitants un espace de travail partagé éphémère chaque jour de grève tout le mois d'avril. Ouvert gratuitement sur inscription, *« il offre des espaces de travail disposant d'un accès à internet ouverts aux Mantais possédant un ordinateur portable »*. Pour ceux n'en ayant pas, la mairie met également huit ordinateurs à disposition, le tout de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h.



MANTES-LA-JOLIE

# Le grand Monopoly à venir des foyers mantais

**Des démolitions-reconstructions sont annoncées pour trois bâtiments, rues Maurice Braunstein et de Buchelay. Les dossiers ne sont pas tous bouclés pour ces chantiers attendus de longue date.**



LA GAZETTE EN YVELINES

La démolition-reconstruction sur place du foyer Adoma de la rue Maurice Braunstein (photo) n'est pas encore définitivement conclue, elle pourrait l'être dans les prochains mois.

« *Extrêmement dégradés.* » La remarque du maire de Mantes-la-Jolie, Raphaël Cognet (LR), formulée au dernier conseil municipal en réponse au conseiller communiste Marc Jammet, n'est pas un euphémisme. Foyer ou résidence sociale, ces trois bâtiments gérés par les bailleurs spécialisés Adoma ou Coallia, rues Maurice Braunstein et de Buchelay, devraient connaître des démolitions-reconstructions, sur place ou presque pour deux d'entre eux, ailleurs pour le troisième.

Annoncés et travaillés depuis maintenant plusieurs années par les bailleurs concernés et les collectivités locales du Mantois, ces chantiers de grande envergure concernent, à eux trois, près de 600 chambres et studios. L'opération la plus avancée relève du bailleur Coallia, qui prévoit le dépôt d'un permis de construire d'ici à la fin de l'année pour son foyer de 91 chambres. Situé au fond d'un chemin partant de la rue de Buchelay, il doit être démoli une fois qu'un nouveau bâtiment aura été érigé à côté, sur les parcelles occupées par des jardins familiaux.

## « Extrêmement dégradés »

« *Comme on a la chance d'être propriétaire des jardins, on n'est pas obligé de faire des phases de relogement avant construction,* commente Bernard Delpierre, directeur d'unité territorial dans les Yvelines pour Coallia. *On va construire dans les jardins, et dès que c'est construit, on fait le tranfert et on démolit le foyer qui est au fond.* » Pour l'instant, l'avenir de cette parcelle laissée vide par la démolition n'est pas connue, si ce n'est que Coallia ne souhaite pas en conserver la propriété.

Les propriétaires de jardins familiaux, eux, devront déménager. Ils pourront le faire rue Nungesser et Coli, en bordure du quartier du Val Fourré, où la municipalité mantaise a voté il y a plusieurs mois la création de nouveaux espaces de culture. « *Les jardins familiaux seront reconstitués totalement ou partiellement, à un autre endroit dans Mantes, selon les négociations avec l'association qui gère les jardins* », a indiqué Raphaël Cognet au conseil municipal.

A quelques mètres du foyer Coallia, celui d'Adoma, 228 logements, devrait également être démoli, mais le dossier est moins avancé. Le bailleur peine en effet encore à trouver une commune acceptant d'accueillir une cinquantaine de ces logements, dans le cadre du maintien de la totalité des places disponibles. Pour la municipalité mantaise, il est hors de question que ces logements soient réimplantés à Mantes-la-Jolie.

« *Il faut construire ailleurs, j'ai dit au préfet qu'on avait trois foyers de migrants sur notre territoire, et qu'il serait bien que d'autres communes participent à l'accueil de ces populations,* a indiqué le maire au conseil municipal. *Que l'accueil de ces populations se fasse dans des foyers en bon état, et que l'effort soit équitablement réparti entre toutes les communes.* » Des discussions sont en cours avec la mairie de Gargenville, pour une éventuelle installation au nouveau quartier des Hauts de Rangiport.

## « Il faut construire ailleurs »

« *Sur la rue de Buchelay, le projet est assez clair, mais on ne sait pas où se réimplanter, l'enjeu n'est pas que de démolir, mais ça ne dépend pas que de nous,* détaille en effet Julien Ars, directeur territorial des Yvelines chez Adoma, qui reste fort précautionneux tant le dossier a traîné ces dernières années. *L'ensemble des partenaires autour de la table sont dans l'idée d'avoir une dynamique positive, mais tant que rien n'est signé, tout reste possible...* »

La situation « *paraît peut-être plus avancée* », sans être définitivement planifiée, pour la démolition-reconstruction sur place des 279 logements du foyer Adoma de la rue Maurice Braunstein. Elle est ardemment souhaitée par la municipalité : « *Nous avons dit à Adoma que nous souhaitions la démolition et reconstruction de Braunstein* », a annoncé Raphaël Cognet au conseil. « *C'est un signe plutôt encourageant* », espère le directeur territorial d'Adoma.




LA GAZETTE EN YVELINES

A quelques mètres du foyer Coallia, celui d'Adoma, 228 logements, devrait également être démoli, mais le dossier est moins avancé que pour les deux autres foyers.



LA GAZETTE EN YVELINES

L'opération la plus avancée relève du bailleur Coallia, qui prévoit le dépôt d'un permis de construire d'ici à la fin de l'année pour son foyer de 91 chambres de la rue de Buchelay (photo).

## En bref

VALLEE DE SEINE

# « Mer de déchets » : pas de World cleanup day en juin

**L'association World cleanup day France voulait s'y investir pour sensibiliser à sa journée mondiale de nettoyage, prévue le 15 septembre. La communauté urbaine ne l'a finalement pas souhaité.**



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

« Là, on pouvait se mobiliser massivement et fédérer une partie des partenaires sur la plaine, ce qui ne sera pas possible le 15 septembre », indique la vice-présidente de World cleanup day France.

L'opération de nettoyage « *coup de poing* » annoncée la semaine dernière pour juin, lors d'une réunion publique à Triel-sur-Seine par l'association World cleanup day France, n'aura finalement pas lieu. La communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), qui l'envisageait dimanche 10 juin, a finalement indiqué à l'association son refus. Elle considère en effet que les différentes contraintes liées à l'opération ne pourront être résorbées dans un délai jugé trop court.

GPSEO suggère d'accompagner la mobilisation mondiale du 15 septembre, mais les responsables de l'association préviennent qu'ils ne pourront y accorder les mêmes moyens qu'en juin. « *Là, on pouvait se mobiliser massivement et fédérer une partie des partenaires sur la plaine, ce qui ne sera pas possible le 15 septembre* », indique ainsi Virginie Guérin, vice-présidente de World cleanup day France.

## « Ca dépendra du collectif de citoyens »

« *Ce ne veut pas dire qu'il ne se passera rien le 15 septembre, le maire (de Carrières-sous-Poissy, Christophe Delrieu, Ndlr) indique d'ailleurs qu'il ne fermera pas la porte, poursuit-elle. Mais ça dépendra du collectif de citoyens qui pourra se mobiliser et des acteurs locaux.* » Pour l'instant, dans le département, un premier groupe local a été mis en place à Saint-Quentin-en-Yvelines. Un autre suivra-t-il pour se charger de la plaine constellée de déchets, à cheval sur les communes de Triel-sur-Seine, Chanteloup-les-Vignes et Carrières-sous-Poissy ?

## En bref

GRESSEY

# Le village de 550 habitants méfiant face à l'arrivée de 40 000 poules

**Déménagées de Gambais par un producteur d'oeufs, les poules pondeuses, et leur poulailler industriel, inquiètent les riverains qui en craignent les nuisances.**

« *Les poules vont-elles menacer la tranquillité du village ?* », se demande *Le Parisien* à propos de l'installation d'un poulailler industriel de 40 000 poules, prévu pour les prochains mois à Gressey. Le quotidien francilien rapporte la création d'un collectif et d'une page Facebook destinés à protester contre l'arrivée des volailles.

## « C'est aussi mon gagne-pain »

Avançant de premières habitations à « *200 m* » du futur poulailler, ils redoutent l'odeur de fiente, indiquent certains des membres du collectif. D'autres déplorent aussi le manque de concertation et de consultation, malgré une réunion publique tenue il y a quelques jours pour présenter le projet. « *Je fais mon maximum pour limiter les nuisances mais c'est aussi mon gagne-pain, mon boulot* », indique Jean-Luc Lecoq.

Producteur d'oeufs à Gambais, située à quelques kilomètres de Gressey, il souhaite y déménager son activité de ponte pour 2019. « *Selon ses estimations, entre 35 000 et 38 000 oeufs seront produits par jour avant d'être vendus dans la grande distribution* », précise *Le Parisien* qui ajoute qu'une demande de permis de construire devrait être bientôt déposée.

# VALLEE DE SEINE Sport collectif en salle : un business rentable ?

**Depuis quelques années, le sport collectif en salle s'est développé en banlieue parisienne. Pourtant, en vallée de seine, seules deux structures existent, à Limay et Carrières-sous-Poissy.**

La France est un pays d'amateurs de sport. En atteste les plus de deux millions de licenciés de la fédération française de football, sport roi de l'hexagone. Juste derrière, on retrouve le basket avec près de 700 000 adeptes en club. Depuis une dizaine d'années, la pratique s'est développée dans des structures privées. Les organismes privés de foot en salle sont légion en banlieue parisienne mais il n'en existe que deux en vallée de Seine. Le business du sport collectif en salle y est-il rentable ?

Pour Adriano Da Silva, le patron de la salle Foot indoor Limay, rue Fernand Forest, tout près du magasin Carrefour, l'absence de concurrence reste un mystère. « *C'est vrai que je me suis posé la question de savoir pourquoi il n'y avait pas plus de structures de foot en salle dans le coin, et je n'ai pas la réponse* », souffle-t-il.

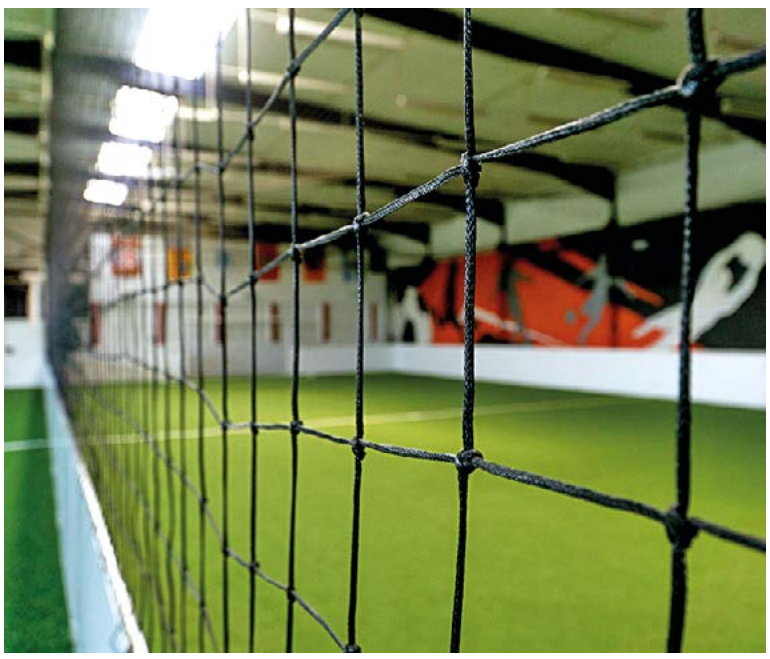


ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

« En semaine, on carbure à partir de 18 heures mais en ce moment, les week-ends, c'est très calme », reconnaît le patron de Foot indoor Limay.

Adriano est arrivé depuis deux mois à la tête de cette structure de 1 592 m² comprenant deux terrains de foot et un autre terrain plus petit, qu'il gère avec un associé et en famille. De temps en temps, ses enfants lui donnent un coup de main derrière le comptoir. Pour ne pas glisser dans le rouge, il n'emploie pour le moment aucun salarié.

## Packs anniversaire

« *Ici, je ne fais pas ça pour gagner de l'argent. Avec 8 000 euros par mois de recettes, on rentre dans nos frais. On espère être tout juste à l'équilibre* », explique cet éducateur des 19 ans du club de foot de Magnanville. « *On raconte que l'ancien propriétaire avant moi faisait jusqu'à 35 000 euros par mois. Je ne sais pas trop s'il faut y croire* », souffle-t-il un brin rêveur.

En heure pleine, c'est à dire à partir de 18 heures, comptez huit euros la première heure et 15 euros les deux heures. En heure creuse, c'est six euros de l'heure. Pour développer son activité, il envisage de faire de l'espace derrière les deux terrain de foot afin d'y créer une salle dédiée au crossfit. Cette diversification est « *importante pour la préparation physique d'un footballeur* », estime-t-il.

A Carrières-sous-Poissy non plus, il n'y a pas que du foot au Soccer park. On y fait aussi du basket depuis mardi 24 avril, et l'inauguration de la Hoops corner factory par la star des Orlando Magic, Evan Fournier. Sur ce terrain réduit, la règle est de s'affronter à trois contre trois. Le basket indoor essaye aujourd'hui de se faire une place dans le business du sport privé collectif en salle.

Depuis deux ans et demi, la Hoops factory a lancé en France ce concept de basket en salle. « *On est en train de montrer que c'est possible de développer du basket indoor*, se félicite le patron de l'entreprise, Gilles Bravo. *On fait 75 % de remplissage à Aubervilliers, ce qui est une vraie réussite. Le basket indoor a moins de contraintes* », explique-t-il.

## Week-ends calmes

Pour que cet espace franchisé réussisse son pari, il espère la venue de 250 joueurs par semaine. Pour une heure de location de terrain, il faut compte six euros par personne. Mais avec l'arrivée des beaux jours, cet objectif risque d'être compliqué à atteindre pour cette activité : elle est très liée à d'éventuelles intempéries, ou à l'absence de lumière pour jouer à l'extérieur.

« *La vraie concurrence, c'est les terrains en plein air. Ceux qui viennent ici sont ceux qui ne veulent pas attendre deux heures pour jouer pendant dix minutes sur un terrain dehors* », explique Adriano Da Silva. « *En semaine on carbure à partir de 18 heures mais en ce moment, les week-ends c'est très calme* », reconnaît-il face aux terrains désertés un samedi après-midi ensoleillé.

# LIMAY Un ciné-débat en soutien au peuple palestinien

**Il aura lieu le 15 mai prochain et célèbre le 70e anniversaire de l'exode palestinien.**

« *C'est une soirée de fête quand même, il y aura un film, des échanges, des discussions, un diner palestinien.* » Avec ces mots, le maire communiste de Limay Eric Roulot annonce un ciné-débat le 15 mai prochain autour du film De Chatila nous partirons et la célébration du 70e anniversaire de Al-Nakba, à la salle municipale.

« *Les Palestiniens ont du prendre l'exode, abandonner leurs terres, leurs biens, leurs maisons pour intégrer des camps de réfugiés* », indique l'édile de la célébration de cet anniversaire. Avant de poursuivre : « *Ce n'est pas un simple mot, une date anniversaire, aujourd'hui ça se poursuit, les colonies continuent à progresser malgré le droit international.* »

## « Soutien aux aspirations »

Ce ciné-débat permet à la municipalité « *de réaffirmer notre soutien aux aspirations et aux demandes du peuple palestinien sur la base des frontières de 1967 et Jérusalem Est comme capitale* ».

Depuis près de 15 ans, la ville mène également des opérations de coopération décentralisée avec le soutien du Département et de l'État avec le camp de réfugiés de Shu'Fat.

# MAGNANVILLE Sécurité publique-privée : le maire a interrompu son expérimentation mais n'y renonce pas

**Un agent de sécurité formé à la médiation veillait les soirs et les weeks-ends. Lancée en décembre, l'expérience a été interrompue début février. L'élu attend maintenant une validation claire de l'Etat.**

A partir du 11 décembre, pour la première fois en Île-de-France, un agent de sécurité privé, également formé à la médiation, était chargé de veiller sur Magnanville les soirs et les weeks-ends. Lancé à titre expérimental, ce dispositif visant à compléter l'action diurne de deux Agents de surveillance de la voie publique (ASVP) tout juste recrutés a cependant créé la polémique. Deux syndicats de policiers municipaux sont en effet montés au créneau pour vivement protester.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

« C'est une proposition innovante, je fais public-privé, et pour l'instant, l'Etat ne me dit pas clairement que j'ai le droit », note le maire (DVG) Michel Lebouc.

Cet essai, validé en amont par le commissariat de Mantes-la-Jolie et par la préfecture des Yvelines, a été interrompu par le maire Michel Lebouc (DVG) début février. Confronté aux allégations par les syndicats, jurisprudence à l'appui, de l'illégalité du dispositif, il attend aujourd'hui une validation claire et nette de la préfecture des Yvelines avant de le relancer. Mais il continue de croire à son combat pour l'amélioration du cadre de vie et à son triptyque « *prévention, médiation, sanction* ».

## Les Magnanvillois « très contents »

« *J'ai embauché deux ASVP pour faire de la prévention, de la médiation et de la surveillance en journée pendant la semaine, et j'avais prévu de faire de la médiation la nuit et le week-end avec une entreprise privée (d'agents de sécurité, Conexia, Ndlr),* rappelle l'édile magnanvillois. *Je n'aurais pas, quoi qu'il en soit, embauché des policiers municipaux et ce n'est pas le même objectif : je fais confiance à la police d'Etat.* »

## Réponse « ambigüe » de l'Etat

Il estime que les deux mois d'expérimentation ont validé sa position : « *Les Magnanvillois, dans leur très grande majorité, étaient très contents de ce dispositif.* » S'il l'a stoppé, c'est uniquement pour « *avoir des éléments de l'Etat* » quant à sa légalité. Il a déjà écrit au sous-préfet mais en juge la réponse écrite « *ambigüe* ». Alors, il compte désormais s'adresser au ministre de l'Intérieur et au premier ministre pour les interpeller sur le sujet.

« *On nous demande de baisser nos coûts de fonctionnement, on nous donne de moins en moins d'argent, on nous demande de faire dans l'innovation,* fait-il remarquer. *C'est une proposition innovante, je fais public-privé, et pour l'instant, l'Etat ne me dit pas clairement que j'ai le droit.* » Enfin, si l'élu « *comprend la démarche des syndicats de policiers municipaux qui défendent leur boulot* », il estime que leur critique d'illégalité « *n'a rien à voir avec ce que je fais à Magnanville* ».

## Comment faire cesser les incivilités aux abords du groupe scolaire ?

Mercredi 25 avril, un nouvel acte de vandalisme touchait les abords de l'école et de la maternelle des Marronniers, avec la mise au sol du « *crayon* » installé en août 2017, qui invitait les automobilistes à ralentir (voir la précédente édition, Ndlr). Déjà, à la fin de l'année dernière, des vandales avaient arraché du sol le personnage « *Zoé* », lui aussi destiner à calmer les plus agressifs des conducteurs.

Selon lui, « *souvent, ce sont de jeunes ados de 13 ou 14 ans qui dégradent les locaux publics* » poursuit-il des fauteurs de trouble. « *J'avais eu le problème d'un véhicule de pompiers caillassé devant le collège,* continue-t-il d'un autre exemple récent d'incivisme. *Il y a eu une plainte déposée, car tout le monde n'a pas souhaité rembourser les dégâts.* » Le prochain numéro du magazine municipal sera d'ailleurs consacré aux incivilités, annonce-t-il.

# YVELINES Enedis vient séduire ses futurs apprentis

**La semaine dernière, l'entreprise Enedis présentait différents métiers en alternance à des élèves yvelinois, pour espérer recruter dans un secteur du BTP en tension.**

« *C'est tendu, imagines tu tombes.* » Les yeux levés au ciel, le petit groupe de lycéens regarde un technicien Enedis simuler une intervention manuelle sur un poteau électrique. « *Plus vous êtes lourds, plus vous vous enfoncez dans le bois et vous tenez* », leur explique-t-il. La scène se passe le 2 mai dernier, sur le campus de l'école d'apprentis du bâtiment Itedec à Aubergenville.

Une soixantaine d'élèves, de l'Itedec mais aussi des lycées Jules Ferry à Versailles et Jean Rostand à Mantes-la-Jolie, suivant des cursus dans le domaine de l'électricité, ont assisté à plusieurs ateliers mis en place par le groupe des écoles des éco-activités (auquel appartient l'Itedec, Ndlr) et l'entreprise Enedis. Une façon pour cette dernière de recruter des alternants dans les métiers où elle a des difficultés à recruter, du fait des chantiers du Grand Paris.

## « 100 à 150 recrutements par an »

« *L'idée c'est de dire leur dire : postulez en alternance, venez chez nous, on recrute* », détaille Carlos Montes, directeur territorial adjoint d'Enedis dans les Yvelines, de cette première opération sous cette organisation. Même si pour les lycéens présents, « *on est au stade de l'information* », poursuit-il. Selon lui, les difficultés à recruter ne seraient pas propres à Enedis : « *C'est une région dynamique, il y a des grands chantiers et des tensions sur le marché de l'emploi. Peut-être qu'il y a beaucoup de concurrence, que ces métiers sont méconnus, je ne pourrais pas dire.* »

## « Un mois d'école c'est égal à une semaine de stages »

Lui met plutôt en avant les « *100 à 150 recrutements par an* », réalisés par la direction territoriale Île-de-France Ouest (qui comprend le Val-d'Oise, les Yvelines et les Hauts-de-Seine, Ndlr) de l'entreprise publique de gestion du réseau électrique. « *On recherche surtout des techniciens polyvalents et des chargés d'affaires* », précise-t-il.

« *Ce sont des métiers qui évoluent* », estime pour sa part Bouabdalla Khalifa, directeur délégué à la formation qui accompagne la classe de Première Métiers de l'électricité et des équipements connectés (Mélec) de Jean Rostand. Concernant cette matinée, il estime que « *c'est une bonne chose, c'est une perspective d'un des métiers qu'ils peuvent exercer* ».

Omar, 18 ans, et élève en Mélec, connaît déjà un peu ces secteurs d'activité. « *Mon frère travaille dans la fibre optique* », explique le jeune homme. La présentation d' Enedis semble l'avoir convaincu, puisqu'il remplit une fiche d'informations pour demander à faire sa Terminale en alternance. « *Un mois d'école, c'est égal à une semaine sur le terrain* », résume-t-il.



LA GAZETTE EN YVELINES

**« L'idée c'est de dire leur dire, postulez en alternance, venez chez nous, on recrute », détaille Carlos Montes, directeur territorial adjoint d'Enedis dans les Yvelines, de cette opération.**

# En bref

## YVELINES Génération.s espère « rassembler » la gauche

**La stratégie sera appliquée lors des prochaines échéances électorales, les européennes en 2019 et les municipales en 2020.**



LA GAZETTE EN YVELINES

**« Notre but c'est de rassembler les forces de gauche, détaille Ali Rabeh (à droite) de la stratégie électorale. Nous n'excluons pas d'avoir des candidats communs, nous ne sommes pas sectaires. »**

« *Notre but c'est de montrer ce qu'est une politique progressiste de gauche, pour être prêts quand la gauche reviendra aux responsabilités, car elle y reviendra.* » Ali Rabeh, porte-parole du mouvement Génération.s, fondé par Benoît Hamon en est convaincu ce jeudi 4 mai : une victoire de la gauche, unie, est possible aux prochaines élections, européennes d'abord puis municipales.

Pour le porte-parole, le département serait l'un des plus dynamiques, avec « *plus d'une vingtaine de comités et plusieurs centaines d'adhérents* ». Le mouvement cherche toutefois à se développer dans le Mantois et le Sud des Yvelines.

« *Notre but c'est de rassembler les forces de gauche,* détaille Ali Rabeh de la stratégie électorale. *Nous n'excluons pas d'avoir des candidats communs, nous ne sommes pas sectaires.* » Pour les élections européennes, il pointe ainsi des discussions avec « *le Parti communiste, Europe-Ecologie-les-Verts, la France Insoumise* ».

### Une vingtaine de comités

Pour les municipales, le mot d'ordre est clair : « *Nous ne laisserons aucun terrain à l'extrême-droite.* » Les animateurs comptent notamment sur leurs actions de porte-à-porte, de boîtage, mais aussi de réunions publiques pour rassembler la population.

# VALLEE DE SEINE Laïcité : des arbres vandalisés à répétition, un ne sera jamais replanté

**Depuis mars 2017, les arbres de la laïcité sont vandalisés dans quatre communes du Mantois. Si les trois autres communes souhaitent les conserver, à Rosny-sur-Seine, il ne sera pas replanté.**

« *La laïcité, on ne la coupe pas comme ça, elle repousse toujours !* », se félicite dans un éclat tonitruant le maire de Magnanville Michel Lebouc (DVG). Pour la seconde fois, après une première tentative en mars 2017, une ou plusieurs personnes se sont attaqués au premier arbre de la laïcité planté par l'Association des libres penseurs des Yvelines (Alpy) et la mairie... et pour la seconde fois, l'arbre est reparti. L'enquête, elle, semble au point mort.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

**L'arbre rosnéen avait été coupé ras suite à son vandalisme (photo), il est maintenant retiré de la pelouse publique qui prolonge le parc du château, face à l'ancienne station-service.**

Les quatre communes du Mantois (les seules à posséder des arbres de la laïcité, Ndlr), victimes des vandalismes de mars 2017, adoptent des stratégies bien différentes. A Magnanville, un second arbre a été planté, celui de Mantes-la-Ville a survécu et a pu être étayé, la mairie de Limay compte replanter cette année. Ce qui ne sera pas le cas à Rosny-sur-Seine, où la majorité municipale de gauche a été remplacée en 2014 par une majorité DVD menée par Michel Guillamaud.

## « On n'a pas souhaité le remettre »

Ce dernier, sans enthousiasme forcené, avait indiqué à l'Alpy ne pas être fermé à une nouvelle plantation. Ce n'est pas le cas de son successeur Pierre-Yves Dumoulin (LR), devenu maire suite à son décès en janvier dernier. Il avait été coupé ras suite à son vandalisme, il est maintenant retiré de la pelouse publique qui prolonge le parc du château, face à l'ancienne station-service au bord de la RD113.

« *Il a été enlevé, et on n'a pas souhaité le remettre. Les communes où ça a été planté afffichaient clairement leurs opinions politiques (tous les arbres ont été plantés sous des majorités de gauche, Ndlr), ça ne correspond pas vraiment à mes idées,* explique le nouvel édile rosnéen sans animosité. *Non pas que je sois contre la laïcité, mais le symbole de l'arbre où on se met en rond, on se tient la main et on prie en silence, ce n'est pas trop mon truc.* »

## Doubles vandalismes à Magnanville

Le président de l'Alpy André Sylvestre (ancien maire de Magnanville, Ndlr) « *respecte* » la position du premier magistrat de Rosny-sur-Seine. L'Alpy avait porté plainte, comme au moins deux des communes concernées, et restent sans nouvelles de l'enquête théoriquement en cours. « *Je pense que c'est un peu dans l'air du temps, de remise en cause de la loi fondamentale de la République, analyse-t-il des dégradations. Pour tous ceux qui sont attachés à ces valeurs, ce n'est pas admissible.* »

Le son de cloche est identique chez le maire communiste de Limay : « *Ca dénote une ambiance qui n'est pas bonne.* » Eric Roulot indique vouloir replanter un arbre cette année car « *on ne va pas laisser faire* », mais aucune date n'est encore planifiée. Attaché à « *ce principe de liberté* », il rappelle que la laïcité « *n'est pas un principe qui vise à retirer des droits à ceux qui sont engagés dans la religion, qui doivent pouvoir le faire comme ils le veulent dans la sphère privée* ».

A Magnanville, le second arbre qui avait été planté suite au vandalisme du premier ne va peut-être pas survivre au second acte malfaisant : un arrachage pur et simple du sol. « *Mes jardiniers sont en train d'essayer de le sauver* », précise le maire Michel Lebouc. Aucun des deux arbres, encore en convalescence donc, n'ont été encore replantés. Mais ils le seront : le maire et son prédécesseur, président de l'Alpy, s'ils s'opposent régulièrement depuis 2016, parlent à ce sujet d'une même voix.

## CONFLANS-SAINTE-HONORINE
# Il oublie sa carte d'identité sur les lieux du vol

**Avec un complice, il avait tenté de dérober une voiture appartenant à la SNCF puis de voler dans un fourgon.**

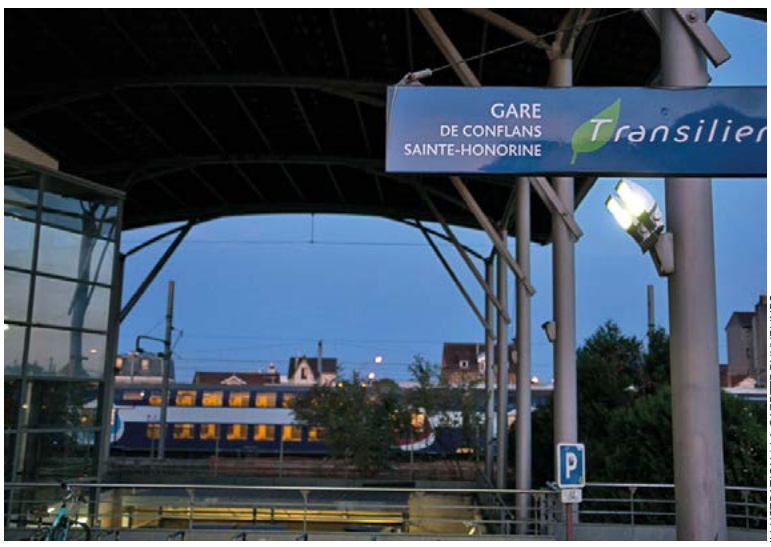


ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

**Peu avant 5 h du matin, la brigade anticriminalité est appelée pour un vol à la roulotte commis sur un fourgon stationné rue Charles Bourseul, toujours dans le quartier Romagné.**

Les enquêteurs du commissariat conflanais ont facilement retrouvé la piste de ces jeunes cambrioleurs. Il est environ 3 h 10 ce dimanche 6 avril lorsque les agents de la sûreté ferroviaire signalent avoir mis en fuite deux personnes tentant de voler une voiture appartenant à la SNCF, au niveau de la gare du centre-ville.

Les recherches pour retrouver les auteurs demeurent dans un premier temps vaines. Les policiers constatent que les barreaux d'un préfabriqué ont été sciés et que plusieurs clés de voitures ainsi qu'un ordinateur sont manquants. Mais les fonctionnaires récupèrent également une carte d'identité qui n'appartient pas au personnel.

Peu avant 5 h du matin, la brigade anticriminalité est appelée pour un vol à la roulotte commis sur un fourgon stationné rue Charles Bourseul, toujours dans le quartier Romagné. Les deux voleurs, âgés de 15 et 17 ans et originaires d'Argenteuil (Val-d'Oise) sont interpellés et retrouvés en possession de clés de voitures. L'un des deux jeunes est bien le propriétaire de la carte d'identité retrouvée deux heures plus tôt. Ils ont été placés en garde à vue.

## POISSY Il vole un utilitaire et se fait arrêter sur l'A15

**Le jeune homme originaire de Nanterre a réussi a échapper une première fois aux policiers avant d'être interpellé.**

La course poursuite s'est terminée à l'entrée de l'autoroute A15. Il est environ 22 h 45 ce vendredi 4 mai, lorsqu'une jeune femme résidant boulevard Robespierre contacte police-secours. Elle signale aux policiers que l'utilitaire de son père, garé devant son domicile, vient d'être dérobé.

### L'alarme se déclenche

Prévenue par le déclenchement de l'alarme, elle a eu le temps de voir le véhicule partir. Des patrouilles sont dépêchées pour quadriller le secteur et le fourgon et son conducteur sont repérés à la limite de la commune d'Eragny, dans le Val-d'Oise, après avoir emprunté la route nationale 184, à travers la forêt de Saint-Germain-en-Laye.

Un barrage est alors mis en place pour l'arrêter, mais le conducteur, un jeune homme de 21 ans originaire de Nanterre (Hauts-de-Seine) refuse de s'arrêter et continue sa route en direction de l'autoroute A 15. Des effectifs valdoisiens sont également dépêchés pour intercepter le vingtenaire. Le Nanterrien est finalement arrêté alors qu'il allait s'engager sur l'autoroute. Il a été placé en garde à vue.

## FLINS-SUR-SEINE Soupçonnée d'avoir agressé et volé un septuagénaire

**Avec deux complices, elle avait dérobé 5 000 euros et séquestré sa victime. Elle a été écrouée.**

Jeudi dernier, une femme âgée de 30 ans a été mise en examen à Versailles, avant d'être écrouée à la prison de Fleury-Merogis (Essonne), dans le cadre d'une affaire de vol avec violence et de séquestration, rapporte *Le Parisien*. La trentenaire est soupçonnée d'avoir volé 5 000 euros à un septuagénaire le 8 février dernier à Flins-sur-Seine avec deux complices.

Ce jour-là, la trentenaire et son complice frappent à la porte d'un pavillon flinois. Le septuagénaire, dont le fils est propriétaire de la demeure, leur ouvre. Ses agresseurs demandent s'ils peuvent utiliser ses toilettes avant que l'homme n'assène un coup sur la tête du retraité. Sous la menace d'un couteau, ils lui demandent où est l'argent. Parmi les complices, le vieil homme reconnaît un ancien locataire, avant de s'évanouir.

Cette piste de l'ancien locataire sera exploitée par les enquêteurs pour arrêter les deux complices. La trentenaire, sera elle confondue par ses empreintes digitales et des cheveux laissés sur le scotch ayant servi à entraver leur victime. Elle a reconnu sa présence lors de l'agression, mais nie avoir participé aux violences.

## PORCHEVILLE Nouvelles tensions à la prison ce week-end

**Samedi 5 mai, à l'issue du parloir, « insultes, menaces et agressions » ont été proféré à l'encontre des surveillants.**

Encore un week-end sous tension à l'établissement pénitentiaire pour mineurs. Ce samedi 5 mai, lors de la mise en place des parloirs, un jeune détenu demande à être placé dans le box qu'il souhaite, ce qui lui est refusé.

A l'issue du parloir « *l'un des mineurs est invité à la fouille suite à des suspicions* », détaille la section locale du syndicat Force ouvrière dans un communiqué. Ce dernier aurait refusé et provoqué « *un capharnaüm avec les autres mineurs* », selon le syndicat qui déplore « *insultes, menaces, refus de réintégrer [leurs cellules] et enfin agressions* » sur le personnel pénitentiaire.

### « Un capharnaüm »

« *Nous avons bien compris que les insultes ne leur suffisent plus. L'objectif est de taper du bleu* », s'insurge le syndicat. Ce dernier pointe également « *le manque de personnels* » au sein de la prison. « *Heureusement que certaines unités n'avait pas de mineurs sur zones et ont pu se rendre disponibles* », conclut-il.



## CARRIERES-SOUS-POISSY Le chantier de la mosquée de nouveau cambriolé

**Des outils et des matériaux ont été dérobés sur ce chantier lancé en 2013, à proximité du parc du Peuple de l'herbe.**



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

**« C'est la deuxième fois que le chantier est cambriolé », précise une source proche du dossier. La première pierre de ce projet porté par l'Union des musulmans de Carrières et estimé à 2,5 millions d'euros, a été posée en 2013.**

Le chantier de la mosquée carriéroise, situé à l'entrée du parc du Peuple de l'herbe, a été visité durant le week-end. Les voleurs se sont principalement emparés d'outils et de matériaux et le préjudice n'a pour l'heure pas été estimé.

« *C'est la deuxième fois que le chantier est cambriolé* », précise une source proche du dossier. La première pierre de ce projet porté par l'Union des musulmans de Carrières et estimé à 2,5 millions d'euros, a été posée en 2013. Le chantier devrait à terme donner naissance à un lieu de culte d'une superficie de 2 700 m².

Le ou les cambrioleurs n'ont pas été retrouvés. « *Il s'agit ici d'un motif purement crapuleux* », insiste une source proche de l'enquête des motifs de ce cambriolage. Des prélèvements ont été réalisés. Le commissariat de Conflans-Sainte-Honorine est chargé de l'enquête.

## CHANTELOUP-LES-VIGNES Une seconde école touchée par un incendie

**Le sinistre qui s'est déclaré dans la soirée du 30 avril est cette fois-ci d'origine accidentelle.**

Nouvel incendie dans une école chantelouvaise. Presqu'un mois après l'incendie criminel qui avait ravagé l'école maternelle Roland Dorgelès, c'est le groupe scolaire Arthur Rimbaud, situé rue des Feucherêts, à l'entrée de la cité de la Noé, qui a été touchée par un incendie, accidentel cette fois-ci.

Il est environ 19 h 30 ce lundi 30 avril, lorsque les sapeurs-pompiers sont appelés pour intervenir sur le groupe scolaire. L'incendie s'est déclaré dans la salle des professeurs de l'école élémentaire. Selon les premières constations, il serait lié « *à un court-circuit lié à une surcharge des appareils électriques* », explique la municipalité chantelouvaise sur son compte Facebook.

La salle des enseignants est inutilisable et des fumées se sont propagées dans les écoles maternelle et élémentaire rendant impossible l'accueil des presque 200 enfants scolarisés. Depuis ce lundi, les élèves de l'école élémentaire sont accueillis à l'école Roland Dorgelès jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Ceux de maternelle sont eux accueillis à l'espace Victor Hugo jusqu'à la décontamination de leur établissement, un processus qui « *devrait prendre a minima deux à trois semaines* », selon la mairie.

## LES MUREAUX Appel à témoins après l'accident mortel

**L'accident était survenu le 7 avril dernier. Le trentenaire n'avait pas survécu à ses blessures.**

En fin de semaine dernière, les enquêteurs de l'unité d'appui judiciaire du commissariat des Mureaux ont lancé un appel à témoins concernant un accident mortel survenu le samedi 7 avril dernier.

Aux environs de 1 h 40, les sapeurs-pompiers étaient intervenus rue Aristide Briand auprès d'un homme de 33 ans qui venait de se faire renverser dans cette rue située à proximité du stade Léo Lagrange. Inconscient, le trentenaire avait été évacué vers l'hôpital Beaujon à Clichy, dans les Hauts-de-Seine. Il avait succombé à ses blessures le lendemain de l'accident.

A proximité de l'accident, les forces de l'ordre avaient contrôlé une voiture dont le pare-brise était étoilé. Son conducteur, âgé de 20 ans, avait reconnu avoir percuté quelqu'un et pris la fuite. Lui et son passager de 22 ans avaient été interpellés.

Pour toute information, contacter l'unité d'appui judiciaire au 01 78 73 11 14 ou au 01 78 73 11 15.

## ORGEVAL Douze ans de prison pour le violeur au faux-taxi

**Les faits s'étaient déroulés en février 2008. Il avait violé une jeune femme qui sortait de boîte de nuit et croyait prendre un taxi.**

Vendredi dernier, la cour d'assises des Yvelines, située à Versailles, a condamné un homme de 48 ans à une peine de 12 ans de réclusion criminelle, indique *Le Parisien*. En février 2008, le quadragénaire avait violé une jeune Suédoise à Orgeval.

Ce jour là, la victime, âgée de 19 ans, sort d'une boîte de nuit située rue Marboeuf dans le XVIII[e] arrondissement de Paris et s'engouffre dans la voiture du prévenu, qu'elle confond avec un taxi. Elle lui indique alors vouloir se rendre dans le quartier de Passy.

Le prévenu la conduit à Orgeval et s'arrête dans un champ. Là, selon le quotidien francilien, il lui déchire ses vêtements et la viole en lui maintenant les bras avant de l'abandonner. La jeune femme sera secourue par deux chauffeurs de bus. Son violeur lui, ne sera retrouvé que huit ans après les faits grâce à ses empreintes génétiques. Lors de son procès, il a nié les faits qui lui étaient reprochés.

Temps Réel 78

L'essentiel de l'actu des Yvelines

Vous voulez savoir ce qu'il se passe en ce moment dans les Yvelines ?
Découvrez Temps Réel 78, le nouveau média web d'actu
en direct proposé par la rédaction de La Gazette en Yvelines.

Faits divers, politique, loisirs, sports, état de la circulation
et des transports en commun :
retrouvez le meilleur de l'actualité yvelinoise toute la journée !

TR 78
Temps Réel 78
@TempsReel78
tr78.fr

# SPORT INSOLITE L'obéissance canine, c'est d'abord « une relation de couple »

**Le championnat de France s'est déroulé à Epône ce samedi. Près de cinquante duos de maîtres et de chiens se sont affrontés. Malgré l'épreuve, ils ont affiché leur complicité.**



LA GAZETTE EN YVELINES

Trois niveaux étaient représentés, du niveau un, le plus amateur, au niveau trois, le plus élevé lors des championnats de France d'obéissance canine.

« *Pourquoi t'as pas couché le chien ? Pourquoi t'as pas couché le chien* », répète Frédéric d'un ton sec. Son épouse, Valérie Pietrietti, vainqueur de la coupe de France en 2017 et championne de Lorraine, vient tout juste de terminer son épreuve comptant pour les championnats de France d'obéissance canine, organisés à Epône sur le terrain de rugby face à la salle du bout du monde ce samedi 5 mai.

Elle vient d'obtenir un 10 sur 10, mais elle estime sa prestation « *moyenne* », puisqu'elle a aussi obtenu deux zéros consécutifs après que son chien ne se soit pas couché au bon moment. Dans cette épreuve, le maître est censé ordonner à son chien de s'arrêter précisément dans un cerceau placé au sol après une course. Malgré la déception, elle ne peut s'empêcher de montrer des signes d'affection envers Galak, animal avec qui elle entretient « *quelque chose de fort* » selon son propre aveu.

## « Quelque chose de fort »

Le championnat de France d'obéissance canine, c'est de la compétition, mais aussi beaucoup d'amour entre les chiens et leurs maîtres. Parmi les critères de notation figure d'ailleurs la mention « *harmonie entre le chien et son maître* ». En effet, « *le chien doit être vivant et gai, un chien qui effectue les épreuves pas heureux, ce n'est vraiment pas une idée,* explique Corinne Liorit, membre de la Société canine d'Île-de-France, qui organise l'événement. *Tout doit se faire dans la bonne humeur.* »

Née dans les pays scandinaves, cette discipline fêtait son 20e championnat de France le week-end du samedi 5 et dimanche 6 mai. Trois niveaux étaient représentés, du niveau un, le plus amateur, au niveau trois, le plus élevé. Près de 1 500 spectateurs selon les organisateurs sont venus encourager les 47 participants venus de toute la France.

Parmi eux, Dominique, un boucher à la retraite de 65 ans originaire de la région Centre, près de Châteauroux. Ancien participant aux championnats de France en catégorie 1, il parcourt désormais tout le territoire pour voir les épreuves nationales. « *La relation entre un maître et son chien, c'est comme une relation de couple !* », s'amuse-t-il.

## « Relation de couple »

« *Dans l'obéissance canine, il faut enlever le stress du chien. Si le maître est stressé ou pas en confiance, il peut le transmettre au chien* », explique Frédéric Pietrietti. Pour lui, l'obéissance canine c'est « *entrer dans la tête du chien pour mieux le comprendre* ».



LA GAZETTE EN YVELINES

« Le chien doit être vivant et gai. Un chien qui effectue les épreuves pas heureux, ce n'est vraiment pas idée. Tout doit se faire dans la bonne humeur », explique Corinne Liorit.

## BOXE Un stage d'initiation à Aubergenville

Dimanche 13 mai, de 10 h 30 à 12 h, un stage d'initiation « *savate boxe française féminine* » est organisé au complexe Van Gogh d'Aubergenville. Ce stage est donné par Abou et Amine Boutchiche, deux professeurs diplômés d'État dans plusieurs disciplines.Ce stage promet également de travailler la tonicité et la minceur. Les inscriptions sont comprises entre 5 et 8 euros. Pour retrouver davantage de renseignements, il est possible d'en obtenir sur le site internet asgantdor.fr. Pour réserver des places, cela se fait par téléphone en appelant au 06 28 04 73 26.

## HANDBALL Le HBC Conflans recherche des joueuses

L'annonce a été faite par Facebook le 2 mai dernier. Le club du HBC Conflans, évoluant en National 2 recherche des joueuses pour la saison prochaine. « *L'entraîneur recherche des joueuses ayant joué en N2 minimum* », écrit l'annonce.

Les postes ciblés en particulier sont celui de gardienne, d'ailière droite et d'arrière droite. Les autres sont également ouverts. Si vous êtes intéressée, il est demander de contacter Sébastien Nsimba, le coach au 06 82 29 81 30.

## BASKET L'AS Poissy termine la saison par une défaite

**Le club pisciacais a achevé sa saison régulière a une terne 12e place ce samedi après une rencontre contre Fougères perdue (73-79) sur leur parquet.**

Vivement les vacances ! Les joueurs de l'AS Poissy basket se sont inclinés ce samedi sur leur parquet (73-79) contre Fougères. Ils terminent leur saison à la 12e place sur 14 et sont passés tout près de la relégation.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

Dans une rencontre sans enjeu puisque les deux équipes étaient assurées de leur avenir la saison prochaine, le début de match s'est déroulé sans beaucoup de rythme.

Dans une rencontre sans enjeu puisque les deux équipes étaient assurées de leur avenir la saison prochaine, le début de match s'est déroulé sans beaucoup de rythme. Le Pays de Fougères Basket avait pour sa part, la certitude de terminer à une place non qualificative pour les playoffs et l'AS Poissy était assurée du maintien avant la rencontre.

A la suite d'un premier quart-temps maîtrisé malgré un rythme très lent, les locaux sont parvenus à prendre le meilleur sur les Bretilliens en menant à la marque (24-17). Le pivot pisciacais Samaré a fait beaucoup de bien à son équipe en inscrivant au total 14 points. Très en jambes il a notamment contribué à la bonne forme de ses coéquipiers jusqu'au début du 2e quart-temps.

### 2e mi-temps ratée

A la pause, les locaux menaient à la marque (41-39). Après le retour des vestiaires, la mayonnaise ne prenait plus du côté de Poissy et les visiteurs ont réussi à imposer leur rythme et faire respecter le classement pour finalement s'imposer (73-79).



# WATELET T.P.

## Centre de Travaux de Magnanville







### - Aménagement de votre cadre de vie :

- Allées, accès garage, parking et terrasses.
- construction et entretien des routes
- Equipements urbains
- Sols industriels
- Travaux hydrauliques et d'assainissement
- Terrassements, voiries, enrobés

**ZAC des Brosses - rue des Mongazons - 01 30 92 04 10**

magnanville@watelet-tp.fr

## POISSY
# Des breakdancers dansent sur Mozart

**« Breakin' Mozart » , le spectacle qui allie breakdance et musique classique, est joué le samedi 12 mai au théâtre de Poissy, à partir de 20 h 30.**

Il s'agit de la meilleure compagnie de breakdancers d'Europe. Dancefloor Destruction Crew, (DCC Ndlr) se produit au théâtre de Poissy le samedi 12 mai à 20 h 30. Ils jouent le spectacle *Breakin' Mozart*, créé en 2013 au festival Mozart de Würzburg (Allemagne). Les jeunes danseurs de la compagnie DCC ont été huit fois champions du monde de break dancing.

« *Ils ont réussi le challenge de combiner toutes les figures de la breakdance avec la musique de Mozart* », écrit le communiqué de presse du spectacle. « *Les deux célèbres airs de la Reine de la nuit (Flûte enchantée) sont interprétés live par la soprano colorature américaine Darlene Ann Dobisch* », poursuit-il avant de conclure que la compagnie « *révèle non seulement de fantastiques danseurs mais également d'excellents comédiens* ».

### Champions du monde 8 fois

Dans ce spectacle, la musique de Mozart est un mix des œuvres les plus importantes du compositeurs, en version originales mais aussi réenregistrées en orchestration beat. Les tarifs vont de 22 à 40 euros. Plus d'informations disponibles par téléphone au 01 39 22 55 92 ou par courriel à theatre@ville-poissy.fr.



DR

**Dans ce spectacle, la musique de Mozart est un mix des œuvres les plus importantes du compositeurs à la fois en version originales mais aussi réenregistrées en orchestration beat.**

## VERNOUILLET
# Disney à l'honneur

**Le carnaval de Vernouillet se déroule cette année le 19 mai à 14 h 30 à la place de la mairie. Il a pour thème les personnages de l'univers Disney.**

Comme chaque année, la ville de Vernouillet donne rendez-vous aux Vernolitains de tous âges pour participer à son traditionnel carnaval. Cette année, il se déroule le samedi 19 mai à la place de la mairie et met les héros de Disney à l'honneur, puisqu'il s'agit du thème du carnaval. « *Personnages culte ou moins connus, anciens ou récents, seul ou à plusieurs, les Vernolitains sont conviés dans la joie et la bonne humeur à défiler avec le costume de leur choix sur le thème de Disney* », écrit le communiqué de l'événement.

Le rendez-vous est donné à 14 h 30 à la place de la mairie, pour un départ du cortège à 15 h en direction du parc des Buissons. L'arrivée est prévue pour 16 h, avec un goûter et des animations au parc pour les plus petits. Retrouvez plus d'informations sur mairie-vernouillet.fr.

## GARGENVILLE
# Un concert proposé par l'école de musique

Le dimanche 13 mai à 16 h, l'école de musique propose son troisième concert de l'année aux maisonnettes. Pour celui-ci, il s'agit du groupe quintette Apalone.

Ce quintette à vents créé en 2015 au conservatoire de la musique et de la danse de Paris offre un répertoire varié se détachant du concert classique. Il est composé d'une flûte traversière, d'un hautbois, d'une clarinette, d'un cor et d'un basson. L'entrée est libre sous réserve des places disponibles. Elles sont à réserver par courriel à coordination-ecole-musique@ville-gargenville.fr.

## ACHERES
# Le frère d'Alexandre Astier en impro

**Mardi 15 mai à 20 h 30, un match d'improvisation va opposer une équipe française à une équipe canadienne venue de Montréal au Sax.**

Deux équipes d'improvisateurs s'affrontent le mardi 15 mai au Sax. La première est française et s'appelle *Hero Corp*. Son nom est inspirée de la série culte. Elle est menée par Simon Astier, le frère d'Alexandre Astier, le créateur de la série à succès *Kaamelott*. La seconde vient tout droit de Montréal et son froid hivernal où les matchs d'impro sont légion. Elle s'appelle la Ligue d'improvisation québécoise annuelle (LIQA, Ndlr). Laquelle de ces deux équipes va remporter la victoire ? Ce match est présenté comme « *un spectacle à part entière* » par le communiqué de presse de l'événement. Les tarifs sont compris entre 15 et 18 euros. Le placement est libre. Les places sont disponibles sur le site lesax-acheres78.fr.



KOBAYASHI

**Les deux équipes d'improvisateurs sont d'affronter pour remporter la victoire dans la salle du Sax.**

## LIMAY
# Le chic n'a pas de couleur

**Un jeune dessinateur limayen expose ses œuvres aux Réservoirs du 11 au 27 mai. Le vernissage de l'exposition se déroule le vendredi 18 mai à 19 h.**

BRASS est le slogan de Berthold Bilukidi, un jeune dessinateur originaire de Limay. Cela signifie « *Be Real Artist Sweet Style* », ce qui peut se traduire par « *être un artiste et avoir du style* ». Cet artiste expose ses œuvres aux Réservoirs du 11 au 27 mai, sous le nom « *le chic n'a pas de couleur* ».

« *L'univers BRASS a pris forme en combinant le dessin, la rue, les graffitis, la peinture, la philosophie et l'histoire de l'art* », décrit le communiqué de presse de l'exposition. Celui-ci nous apprend également que Berthold Bilukidi a pour référence Jean-Michel Basquiat et Keith Haring, notamment.

Ce jeune Limayen est passé par l'école municipale d'arts plastiques de la ville, avant d'étudier à l'école supérieure d'art et de design de Reims dont il a été diplômé. L'exposition est gratuite. Son vernissage se déroule le vendredi 18 mai à 19 h. Plus d'informations sont à retrouver sur le site lesreservoirs.free.fr.

## CONFLANS-SAINTE-HONORINE
# Le Moyen-Âge raconté par un prof humoriste

**Dans cette pièce de théâtre les 11 et 12 mai prochains, un professeur d'histoire se lance dans un one-man-show avec pour objectif d'intéresser ses élèves, mais surtout le public, au Moyen-Âge.**

C'est l'histoire d'un jeune professeur qui débute sa carrière comme remplaçant dans un collège d'une zone sensible. Cette histoire paraît bien familière, sauf que de cette histoire, Edouard Batichon en a fait un one-man-show dans son spectacle, joué le vendredi 11 mai à la péniche-théâtre Story boat.

Ce dernier joue son propre rôle d'agrégé d'histoire, auteur de deux thèses sur la période médiévale. Nouvel arrivé dans une classe de collège, il doit se montrer captivant pour que les adolescents ne piquent pas un somme pendant qu'il leur parle de croisades, de religion, de la vie il y a mille ans. Va-t-il parvenir à remplir sa mission ?

« *A grand renfort d'anecdotes étonnantes et véridiques, de musique, de poésie de peinture, et surtout d'humour, Monsieur Batichon va véritablement envoûter son auditoire* », indique le communiqué de presse de la pièce. Le spectacle est joué vendredi 11 mai à 21 h et samedi 12 mai à 20 h. Le tarif, unique, est de quinze euros. Les réservations se font au 06 70 48 63 01.

## MANTES-LA-JOLIE
# Un concert « hip-rock » au Collectif 12

Originaire de Mantes-la-Jolie, Hame-Rek, quatuor « *hip-rock* » composé d'une guitare, d'une basse, d'une batterie et d'un violoncelle, donne un concert au Collectif 12, vendredi 11 mai de 20 h à 21 h 30. Au moment où Hame-Rek présente son premier EP, le quatuor présente son show, Pulsator.

« *Pour l'occasion, la présence exceptionnelle d'Iffra Dia, l'un des premiers danseurs hip-hop professionnels en France qui a fondé sa compagnie en 2010* », écrit le communiqué du concert. Les tarifs sont compris en 3 et 10 euros. Plus d'informations à retrouver sur collectif12.org ou au 01 30 33 22 65.

TAQUET TR
Électricité - Éclairage public
Forte de ses 68 années d'expériences l'entreprise TAQUET implantée au coeur des Yvelines, est votre partenaire pour
La maintenance, la Conception, la Réalisation et la Modernisation
de vos réseaux et installations électriques.
Nos spécialités :
- Eclairage public, signalisation lumineuse tricolore et illuminations festives
- Basse & moyenne tension
- Détection, diagnostic & géoréférencement des réseaux secs
- Courant faible & courant fort
- Domotique TEBIS, contrôle d'accès
- Réseaux informatiques, vidéo protection
- Détection incendie & intrusion...
La reconnaissance officielle de notre savoir-faire
QUALIFICATION ME4 TN4
(maintenance et travaux neufs en éclairage public)
50, rue de Sablonville - 78510 Triel-sur-Seine
www.taquet.fr - tél. : 01 39 74 01 90 - fax. : 01 39 70 65 23

**Retrouvez l'ensemble de nos émissions dans leur intégralité sur notre site www.lfm-radio.com et en vidéo sur notre chaîne Youtube RadioLFMOfficiel.**

# LA MATINALE Au Collectif 12, la semaine sera afro

**Le week-end dernier marquait le retour de « ViF », festival annuel du Collectif 12 de Mantes-la-Jolie. Pendant huit jours c'est l'afro qui sera mis à l'honneur.**

Pour la septième édition de son festival, le Collectif 12 a choisi de mettre en lumière un thème plus que jamais d'actualité : l'afro. Entre afro-féminisme, afro-descendance ou encore afro-centrisme, le festival mettra cette année en lumière tout ce qui découle de l'Afrique.



LFM RADIO

Avec son documentaire Ouvrir la voix, Amandine Gay (à gauche) inaugurait le festival avec plusieurs histoires de femmes africaines.

*« Cette année on a décidé de faire un focus sur afro, entendu comme un préfixe qui nous permet de décliner certains mots comme l'afro-centrisme, l'afro-punk ou l'afro-féminisme »* expliquait Stéphane Gombert, co-directeur du collectif. Projections de films, expositions, tables rondes, ou encore musique, un programme chargé attend les adeptes du festival *ViF*.

## Ce qui découle de l'Afrique

C'est le thème de l'afro-féminisme qui ouvrait les festivités de la semaine. Avec son documentaire *Ouvrir la voix*, Amandine Gay inaugurait le festival avec plusieurs histoires de femmes africaines. *« C'est un documentaire qui donne la parole à 24 femmes noires, afro-descendantes de France et de Belgique, l'idée c'était de faire en sorte que pour une fois il y ait une parole sans médiation »* raconte-t-elle au micro de *LFM*. Du 5 au 12 mai, le festival déclinera l'Afrique, sa descendance, sa culture et sa musique avec un concert d'afro-punk le 11 mai.

La Matinale LFM, tous les jours, du lundi au vendredi de 7 h à 10 h, présentée par Tony, en écoute sur le 95.5 FM et sur lfm-radio.com.

# LA MATINALE La semaine de quatre jours de retour à Conflans-Sainte-Honorine

**Après quelques mois d'attente, la municipalité conflanaise a finalement décidé de mettre fin à la semaine de quatre jours et demi.**

Suite à une longue concertation, Conflans-Sainte-Honorine reviendra finalement à la semaine de quatre jours. Depuis juin dernier, les communes françaises se sont vues offrir la possibilité de revenir sur la réforme des rythmes scolaires de 2013. C'est ainsi que la municipalité conflanaise a décidé de mettre en place une concertation avec les parents d'élèves et les professeurs.

*« Nous n'avons pas souhaité précipiter les choses, puisque depuis juin dernier nous pouvions revenir à quatre jours, nous avons souhaité mener une concertation avec les fédérations de parents d'élèves, avec les parents d'élèves eux-mêmes et avec les enseignants pour les interroger sur l'opportunité d'un retour à quatre jours »*, explique Laurent Brosse (DVD), maire.

L'immense majorité des parents et enseignants s'est ainsi prononcée en faveur du retour à quatre jours. En septembre prochain, la ville rejoindra donc les 90 % de communes qui ont-elles aussi décidé d'enterrer la semaine de 4 jours et demie. Josiane Simon, première adjointe en charge de la scolarité vante ainsi l'arrivée d'une *« nouvelle approche auprès de l'organisation en ce qui concerne la journée de l'enfant et sa prise en charge par les équipes de la ville »*.




ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

**Josiane Simon, première adjointe en charge de la scolarité vante ainsi l'arrivée d'une « nouvelle approche auprès de l'organisation en ce qui concerne la journée de l'enfant ».**

La Matinale LFM, tous les jours, du lundi au vendredi de 7 h à 10 h, présentée par Tony, en écoute sur le 95.5 FM et sur lfm-radio.com.

## Loisirs

### SUDOKU : niveau facile

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | 1 | | | 8 | | 3 | | |
| | | | 3 | 4 | 1 | | | |
| 2 | 3 | | | 7 | 6 | 1 | 4 | 9 |
| | | 9 | | | 7 | | | 1 |
| 3 | | | 8 | 9 | | 5 | 7 | |
| 7 | | 6 | | | 5 | 9 | | |
| | 7 | 2 | | | | | | 4 |
| 1 | 5 | | | 6 | 8 | | | 3 |
| 9 | 6 | | 4 | | 2 | | 1 | 8 |

### SUDOKU : niveau moyen

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 9 | 8 | | | | | 7 | 6 |
| 7 | | | 8 | 9 | 6 | | 1 | |
| | 6 | 1 | | | | | 9 | 5 |
| | 5 | | | 8 | | | | |
| | | | | 2 | 5 | | 8 | 9 |
| | 8 | 2 | 3 | 7 | | | | 4 |
| | 1 | 4 | | 3 | 8 | 9 | | |
| | | | 1 | | 4 | | | 7 |
| | | 7 | | 5 | | 1 | | 8 |

**Les solutions de ces sudokus sont consultables sur la page Facebook de La Gazette en Yvelines. Ces grilles Sudoku vous sont proposées grâce à Thibaut Bernard, auteur du logiciel gratuit et libre de diffusion du site internet alphaquark.com.**



**La Gazette en Yvelines - Hebdomadaire gratuit d'informations locales**

**Site web :** lagazette-yvelines.fr - **Facebook :** La Gazette en Yvelines - **Twitter :** @GazetteYvelines




L'actualité locale de Houdan à Conflans-Sainte-Honorine en passant par chez vous !

**Édité par La Gazette du Mantois, société par actions simplifiée.**
**Adresse : 9 rue des Valmonts 78711 Mantes-la-Ville**

**Directeur de publication, éditeur :**
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

**Publicité :**
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

**Conception graphique, distribution :**
Sébastien Dailleux
sebastien.dailleux@lagazette-yvelines.fr

**Imprimeur :**
Newsprint Imprimeurs
1 boulevard d'Italie
77127 Lieusaint

**RÉDACTION**

**Vous avez une information à transmettre ?**
**Un événement à annoncer ?**
**Des précisions à nous apporter ?**
**Un commentaire à faire ?**
**Contactez la rédaction !**

**redaction@lagazette-yvelines.fr**
**Tél. 09 54 82 31 88**
8 rue Porte aux Saints
78200 Mantes-la-Jolie

**Rédacteur en chef :**
Loris Guémart
loris.guemart@lagazette-yvelines.fr

**Actualités, sport, culture :**
Charles-Edouard Ama Koffi
ce.amakoffi@lagazette-yvelines.fr

**Actualités, faits divers :**
Lucile Giroussens
lucile.giroussens@lagazette-yvelines.fr

**Tirage : 60.000 exemplaires - ISSN : 2431-1960 - Dépôt légal : 05-2018**

# AUCHAN MANTES BUCHELAY

## Du 9 au 15 mai 2018

**30% D'ÉCONOMIES**(1)
SUR VOTRE COMPTE WAOH!
SUR LA GAMME*
**Géant Vert**™
* Offre valable sur les formats promo et formats familiaux










ORIGINE FRANCE




**20% soit 0€38**
SUR VOTRE COMPTE(1) WAOH!
1€91
1€53 cagnotte déduite*
**8 LIÉGEOIS PANACHÉS AUCHAN**
Chocolat ou café
800 g
Soit le kg : 2€39

Transformée en France




**20% soit 0€90**
SUR VOTRE COMPTE(1) WAOH!
4€50
3€60 cagnotte déduite*
**PIZZA GIGANTI AUCHAN**
Saveur barbecue ou classic
600 g
Soit le kg : 7€50

Mes produits Auchan

**30% D'ÉCONOMIES**(1)
SUR VOTRE COMPTE WAOH!
SUR LA GAMME **YAOS DE Nestlé**

Transformée en France




## OUVERT jeudi 10 mai de 9h00 à 20h00

Auchan
et la vie change

**HYPERMARCHÉ AUCHAN MANTES BUCHELAY**
A 13 – sortie Mantes Sud ou Mantes Ouest
**Tél. 01 30 98 22 22**
Suivez votre magasin sur : https://www.facebook.com/AuchanMantes